



rapport d'activité

2015



un syndicat
au service
des territoires



Sommaire

3

Le mot du Président



6

Le Syndicat

4

Les temps forts



16

L'électricité



24

Les missions

33

Lois & règlements

34

Actes administratifs

35

Glossaire

Le mot du Président



La 21^e Conférence des Parties (COP 21) qui s'est tenue au Bourget fin 2015 s'est donnée collectivement pour objectif de « *ralentir les émissions de gaz à effet de serre en allant plus loin en toute transparence et en tenant compte des souhaits de chacun* ». Lors de notre 50^e anniversaire, dans le même sens et à notre échelon, nous avons conclu qu'il nous fallait ensemble développer les énergies renouvelables locales pour assurer la nécessaire transition énergétique en Morbihan. Ce sont ces enjeux si stratégiques des énergies en termes de maîtrise, d'écomobilité, de production d'ENR et de flexibilité des bâtiments qui nous conduisent en permanence à améliorer notre expertise sur ces domaines afin de la mettre à votre service.

C'est bien à chaque échelle du territoire que nous devons apporter des réponses adaptées. Car, ne nous y trompons pas : le développement durable est d'abord et avant tout une affaire de proximité de production, de consommation et de savoir-faire !

Je tiens ici encore à remercier l'ensemble des intervenants lors de notre 50^e anniversaire pour la qualité de leur prestation.

1965-2015 : déjà un demi-siècle d'existence, un demi-siècle d'évolutions ! Assurément, la révolution de la Data est en marche. La technologie, l'économie, la politique et le droit doivent s'adapter, à des vitesses parfois différentes, à ce nouveau paradigme !

Sans conteste, les thématiques Énergies et Data sont très imbriquées les unes dans les autres.

Dans ce contexte, la première Commission consultative réunie le 18 décembre 2015 a souhaité mettre en place des groupes de travail élus/services avec l'objectif de proposer à nos collectivités, déjà pour la fin 2016, des actions concrètes.

Au-delà de nos activités statutaires de 1965 ou d'aujourd'hui, c'est bien notre capacité à nous adapter en permanence et à montrer l'exemple qui nous conduira positivement vers 2065 !

Jo Brohan

Les temps forts



un syndicat
au service
des territoires

avril



Participation à la **7^e édition des Écoterritoriales**, le Forum du développement durable des collectivités territoriales. En plus de présenter ses activités sur un stand mutualisé avec Eau du Morbihan, Morbihan énergies est intervenu sur deux ateliers : « Quel rôle des collectivités en matière d'énergie pour 2020 ? » et « Mobilité durable au gaz naturel en Bretagne : du concret en Morbihan ».

septembre



L'**association nationale AMO (Architecture et Maîtres d'Ouvrage)** a primé le siège commun de Morbihan énergies, Eau du Morbihan et l'Association des Maires et Présidents d'EPCI du Morbihan. La qualité architecturale du bâtiment breton a ainsi été à nouveau récompensée à l'échelle nationale.

janvier



Convention de **partenariat avec l'association Energy Assistance France**. La subvention versée aidera l'association dans la réalisation de ses activités d'accès à l'énergie dans les pays en développement, notamment à Madagascar. Une convention de partenariat a également été signée en octobre avec l'association Énergies Morbihan.

mai



Inauguration à Locminé de la **première station de biométhane carburant en Bretagne**. Cette station GNV est destinée, dans un premier temps, aux flottes d'entreprises qui pourront s'y alimenter.

novembre



Signature avec ERDF d'un **programme coordonné de développement et de modernisation des réseaux électriques morbihannais** (PCDMR). La convention identifie des priorités d'investissement en matière de sécurisation des réseaux et d'amélioration de la qualité de l'alimentation et met l'accent sur la coordination des actions communes déjà initiées et à conforter.

février



Réunion des départements bretons dans le cadre du **Pôle Énergie Bretagne**. Les réunions quasi trimestrielles sont l'occasion d'échanger sur les sujets d'actualité. Elles sont souvent aussi l'occasion de faire le point avec ERDF, concessionnaire commun aux 4 départements bretons.

mars



Lieu d'échanges privilégiés entre les élus, les associations et les professionnels du Morbihan, sur les thèmes de l'électricité et de l'énergie, la réunion annuelle de la **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)** du Syndicat s'est tenue le 6 mars 2015.

juin



Morbihan énergies a célébré en 2015 son **demi-siècle d'existence**. À cette occasion, le Syndicat a invité ses adhérents, soit l'ensemble des communes du Morbihan, à une matinée d'information et de réflexion sur l'avenir de l'énergie. L'événement, organisé au Palais des Arts de Vannes, a réuni plus de 300 personnes.

juillet



Réunion sur le thème de l'**urbanisme et de l'électricité en pleine évolution**. Il s'agissait bien, face aux récentes évolutions du droit et de l'organisation de ces deux thématiques, de faire un point avec les communes et EPCI morbihannais.

novembre



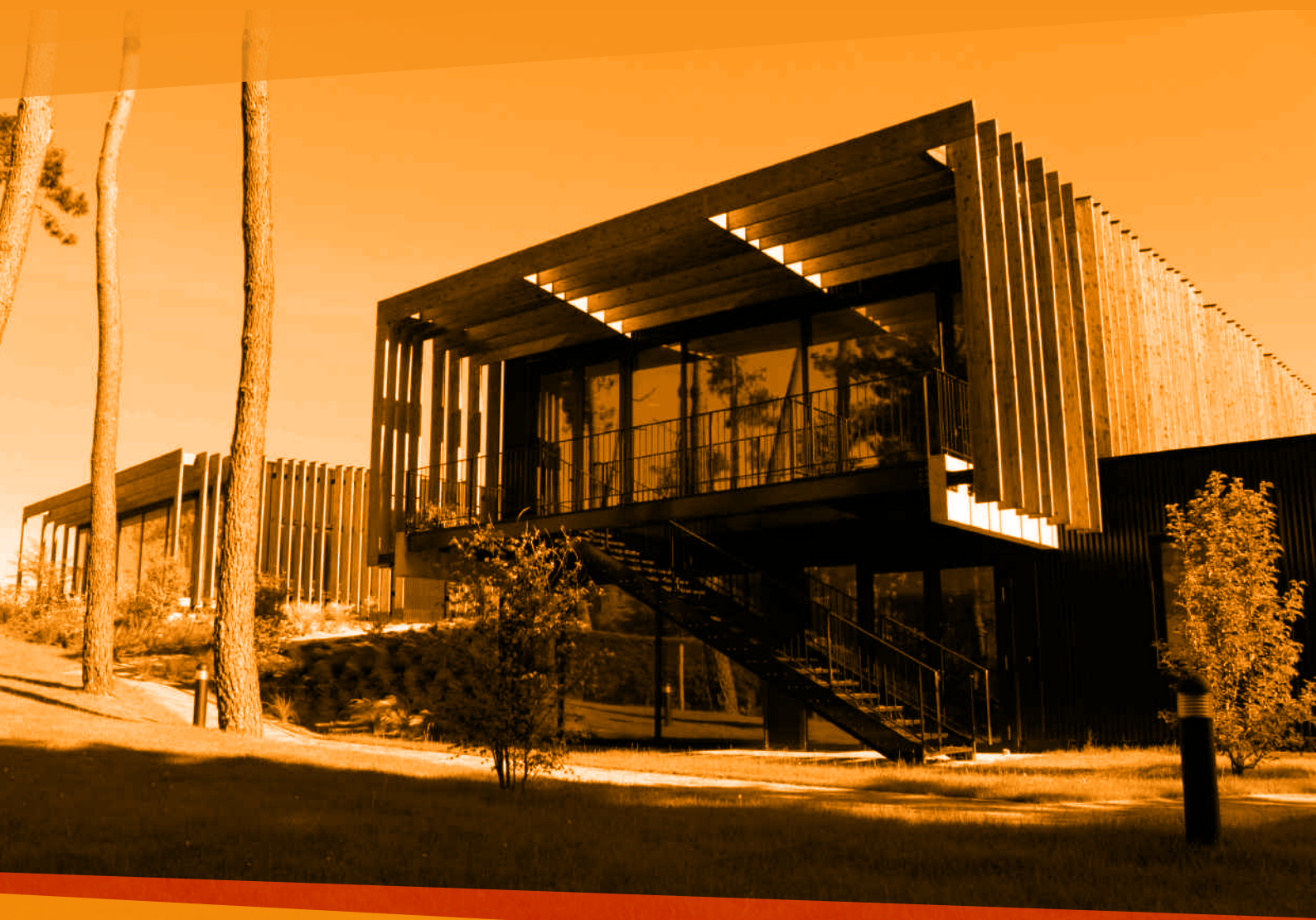
Accueil du **Breizh Mobility Tour**. La manifestation a offert l'opportunité aux professionnels de trouver nombre de réponses aux questions liées à l'électromobilité. Lors de cette journée, la 1^{ère} édition du France Électrique Tour a également fait étape au siège du Syndicat. Ce rallye d'éco-conduite a permis de promouvoir la mobilité électrique au niveau national.

décembre



Conférence départementale « **56watt : agir pour accélérer la transition énergétique** ». Labellisée COP21, elle a été organisée en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan. L'objectif a été de démontrer la faisabilité de dynamiques territoriales d'efficacité énergétique afin d'inciter fortement les collectivités, qui ne seraient pas encore dans cette démarche, à s'engager dans une stratégie climat/énergie.

Le Syndicat



261
communes
membres

72 M€
de crédits inscrits
au budget travaux

63 M€
investis sur les
différents réseaux

54
élus membres du
Comité syndical

36
agents
à votre service

» Un Syndicat, acteur du développement départemental

Créé par arrêté préfectoral en 1965 par la volonté des élus communaux, le Syndicat départemental d'électricité du Morbihan, aujourd'hui Morbihan énergies (SDEM : Syndicat départemental d'énergies du Morbihan), est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Il fédère l'ensemble des 261 communes du Morbihan, dont 10 regroupées en 2 communautés de communes, pour une population de plus de 727 000 habitants. En leur nom et dans le domaine de l'électricité, Morbihan énergies est chargé de contrôler, dévelop-

per et renforcer le réseau de distribution.

Régi par l'article L 5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, son fonctionnement est identique à celui d'une collectivité territoriale : Budget - M14 - Personnel - Délibérations - Arrêtés - Code des marchés publics.

Ses derniers statuts adoptés le 7 mars 2008 et son règlement intérieur fixent les modalités de fonctionnement particulières.



Outre l'électricité, Morbihan énergies exerce des missions de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et conseil dans les domaines de compétences suivants :

Électricité

- » Organisation et contrôle de la distribution
- » Création, renforcement, sécurisation des réseaux
- » Opérations d'effacement et aménagements communaux

Éclairage

- » Extensions et rénovations
- » Mise en lumière du patrimoine
- » Diagnostic du parc
- » Gestion de la maintenance

Énergies

- » Maîtrise et conseils
- » Regroupements CEE
- » Achats groupés
- » Gaz (DSP, travaux)

Bornes

- » Déploiement infrastructures de recharge pour véhicules électriques et gaz

Fibre

- » Autorité organisatrice et notamment construction d'infrastructures passives

SIG

- » Gestion et visualisation en ligne de l'information géographique



électricité



éclairage



énergies



bornes



fibre



SIG

» Des élus, représentants des Morbihannais

Le Comité de Morbihan énergies est constitué de 54 membres désignés parmi les représentants des communes et communautés de communes membres du Syndicat, selon une répartition démographique et géographique établie par les statuts.

Élu parmi les délégués du Comité syndical, le Bureau est notamment composé du Président et des Vice-Présidents. Il a notamment délégation pour définir

les orientations du Syndicat. Il conçoit et propose au Comité les actions nouvelles à mettre en place. Il prépare ainsi les réunions du Comité, et donne son avis sur le fonctionnement du Syndicat en ce qui concerne le contrat de concession, les finances et l'organisation générale des services.

Il met en œuvre les décisions du Comité.



Jo Brohan
Président



Henri Le Dorze
Vice-Président



André Le Corre
Vice-Président



Jean Le Gourrierrec
Vice-Président



Aimé Kergueris
Vice-Président



Bernard Giard
Vice-Président



Gérard Thépaut
Vice-Président



Laurent Tonnerre
Vice-Président



Michel Bauchet



Yves Commandoux



Bruno Goasmat



Marie-Claude Beyris



Henri Ribouchon



Guénael Robin



Louis Médica

Le fonctionnement de Morbihan énergies est assuré par plusieurs commissions :

- » 23 commissions locales et une commission consultative des services publics locaux (CCSPL).
- » Les commissions énergies, technologies de l'information et de la communication (TIC). Elles ont pour mission à la fois de répondre de façon opérationnelle aux questions nouvelles et d'anticiper stratégiquement les orientations thématiques à proposer au Bureau puis au Comité.



» Une action à l'échelle régionale

Le 7 avril 2011, Morbihan énergies avec les trois autres Syndicats bretons (Finistère, Côtes d'Armor et Ille-et-Vilaine) a constitué le Pôle Énergie Bretagne, **PEBreizh**.

Ce Pôle s'inscrit dans une démarche collective, de mutualisation et de coordination entre les 4 SDE bretons. Au-delà du domaine de l'électricité, il permet aussi aux Syndicats départementaux d'avoir une identité qui doit leur permettre de jouer un rôle clé dans le développement du Pacte Électrique Breton, piloté par la Région et l'État, mais aussi dans la maîtrise de la demande du très haut débit numérique.

La Bretagne est la seconde région en France, après le Centre, à se fédérer ainsi sur les domaines de l'énergie. Nos réseaux ne s'arrêtent pas aux frontières départementales, nos actions et nos mutualisations non plus.



PEBreizh
PÔLE ÉNERGIE
BRETAGNE

Participant notamment aux extensions, renforcements et effacements des réseaux électriques, les quatre Syndicats départementaux bretons sont propriétaires au niveau régional de plus de 100 000 km de lignes électriques et 57 000 postes de transformation. Ils regroupent 1262 communes adhérentes et contrôlent la distribution de l'électricité pour plus de 2 935 000 usagers. Ils se doivent d'initier toutes les réflexions et tous les projets nécessaires liés au service public de distribution, production, maîtrise et renouvellement des énergies sur leurs territoires.

À l'échelle régionale, le Pôle Énergie Bretagne permet d'engager une démarche concertée afin de mieux assurer les missions de contrôle du concessionnaire ERDF et d'optimiser la maîtrise de l'énergie. Il est à noter qu'ERDF concessionnaire pour les quatre départements bretons est lui-même organisé régionalement.



La loi sur la transition énergétique pour une croissance verte conforte le rôle moteur de la Région et des EPCI à fiscalité propre mais aussi le rôle de coordinateur de proximité des syndicats départementaux comme le nôtre.

C'est en ce sens d'ailleurs que cette loi a mis en place :

- > un programme régional pour l'efficacité énergétique et un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires,
- > une commission consultative paritaire entre les EPCI départementaux et le Syndicat d'énergie,
- > un plan climat air énergie territorial qui doit être élaboré par les EPCI départementaux avec le cas échéant l'aide du Syndicat.

Cette entente interdépartementale permet à nos Syndicats, si nécessaire, de coordonner nos actions notamment de service public, à l'échelle pertinente de la Région.



» Des agents, à votre écoute

Au 31 décembre 2015, Morbihan énergies comptait 36 agents dans ses services.

Trois nouveaux recrutements ont eu lieu en 2015 :

- » 2 février : Gaëla Lamer
- » 1^{er} mars : Christophe Laly
- » 21 décembre : Bruno Fraissange

En outre, Morbihan énergies a accueilli 6 stagiaires d'avril à décembre 2015.

Tout au long de l'année, les agents bénéficient de journées de formation assurées par la FNCCR, le CNFPT et d'autres organismes extérieurs. Ce perfectionnement des agents est nécessaire pour rendre un service toujours plus adapté aux communes, en leur permettant de suivre les évolutions techniques et réglementaires du domaine.

En 2015, 74,5 jours de formation ont été comptabilisés. Quelques exemples de formations suivies :

- » Leviers d'amélioration de la qualité de l'électricité distribuée
- » Analyse des projets de conception d'éclairage public
- » Transition énergétique et territoriale
- » Lumière connectée : technologies, enjeux et applications
- » Réforme DT/DICT : lecture de plans et implantation sur le terrain

En outre, suite à leur réussite au concours et à leur recrutement par le Syndicat, quatre agents ont participé à une formation d'intégration.



Nous avons eu la douleur de perdre en juin 2016, Robert Keraron, Ingénieur Télécommunications. Reconnu pour ses qualités humaines et son efficacité, il a été un élément moteur dans la construction de notre équipe actuelle. Au-delà de la perte du collègue compétent et passionné, nous avons perdu un ami.

Direction générale

Marc Aubry	Directeur général
Sandie Penssec	Assistante de direction
Colette Guillé	Ressources humaines
Angéline Le Ray	Juridique - Marchés publics
Noël Fraboulet	Contrôle de concession
Christophe Laly	Planification et énergie
Agnès Ogé	Informatique
David Bigoin	Informatique
Yoann Lepeltier	Informatique
Alexandre Perot	SIG
Arnaud Le Guelvouit	Communication
Annie Pavoine	Accueil

Pôle technique

Didier Arz	Responsable / DGA
Joëlle Luzard	Secrétariat technique
Robert Keraron	TIC
Thomas Le Neillon	Électricité
Édouard Céreuil	Énergies
Gaëla Lamer	Énergies
Florent Le Leuch	Éclairage public
Pierrick David	Éclairage public
Claire Hérisset	Éclairage public
Paul Lainé	Éclairage public
Paul Gilbert	Service travaux
Philippe Cogard	Responsable de secteur
Mickaël Le Mouëllic	Chargé de secteur
Daniel Guillotin	Responsable de secteur
Gildas Marie	Chargé de secteur
Hervé Le Berrigo	Responsable de secteur
Mickaël Le Bellego	Chargé de secteur
Eric Nédélec	Secteur technique
Bruno Fraissange	Secteur technique

Pôle administratif

Isabelle Dagorne-Ory	Responsable
Laetitia Le Bagousse	Comptabilité
Géraldine Grignon	Coordination
Nolwenn Guillo	Gestion de secteur est
Marie-Laure Letertre	Gestion de secteur centre
Déborah Pawlowski	Gestion de secteur ouest

Être proche des communes pour optimiser leur éclairage public

« L'éclairage public représente une part conséquente de la facture d'électricité des communes. Ma fonction est de les aider à optimiser leur éclairage public et les dépenses associées. En tant que référente technique, j'interviens auprès des collectivités morbihannaises que cela soit pour une extension de réseau, pour un effacement, un renouvellement des installations ou plus simplement sur des questions de gestion. Mes missions démarrent de la phase de diagnostic jusqu'à la mise en place d'un plan pluriannuel de renouvellement en passant par la maintenance des points lumineux. Elles comprennent également la direction des études et des travaux dans le cadre de nos marchés publics. Dans ce cadre, je vais au quotidien à la rencontre des élus et des services pour les informer directement sur l'entretien ou l'amélioration de leurs installations d'éclairage. C'est un vrai rôle de proximité ! »

Claire Hérisset

Service éclairage public



Rester toujours au contact d'un secteur en pleine mutation

« Le secteur de l'énergie connaît de perpétuelles évolutions. Techniques et technologiques tout d'abord, mais aussi et surtout évolutions juridiques : loi transition énergétique pour la croissance verte (loi TECV), loi Notre, réforme du code des marchés publics... Les règles législatives mutent et imposent une adaptation constante. Morbihan énergies, en tant que service technique des communes, se doit d'assurer une veille juridique adaptée. Elle nous est obligatoire pour assurer nos missions de service public tout en maîtrisant les risques juridiques et pour demeurer en conformité avec les textes en vigueur. Elle s'impose aussi à nous de par nos missions de conseils auprès des élus. Nous disposons donc d'un service juridique qui accompagne les services internes du Syndicat dans leurs projets mais aussi travaille de concert avec les services techniques et juridiques des communes, des Régions, de l'État et de la FNCCR. »

Angéline Le Ray

Juriste



Travailler de concert avec les communes en œuvrant comme leur service technique

« Les chargés de secteur sont responsables du suivi technique de l'ensemble des opérations portées par le Syndicat. Souvent sur le terrain et au contact des élus, nous assurons un rôle d'interlocuteurs privilégiés entre Morbihan énergies et les communes du département. Lors de nos rencontres, nous abordons les souhaits et futurs projets des mairies afin de préparer au mieux les opérations à venir avec nos différents services (services électricité, éclairage public, énergies). Ainsi, par exemple, nous réalisons les estimations sommaires pour les projets d'effacement des réseaux aériens pour permettre aux communes de budgétiser leurs projets. Nous assurons ensuite le suivi des chantiers de l'ensemble des opérations pour contrôler la conformité des travaux réalisés, autant sur le plan technique que financier. Ces missions me conduisent à suivre les dossiers dans leur intégralité, permettant d'être réactif aux demandes des collectivités. »

Gildas Marie

Chargé de secteur



» Des finances saines pour mieux engager la transition énergétique

L'exercice comptable 2015 du Syndicat s'établit, tous budgets confondus, au 31 décembre à 93 055 304 € de recettes (soit une baisse de 5 % par rapport à 2014) pour 61 949 785 € de dépenses enregistrées (soit une baisse de 30 % par rapport à 2014).

Afin de faciliter la lisibilité des opérations réellement effectuées au cours de l'exercice, il convient de retraiter ces données en y écartant plusieurs types d'écritures qui majorent artificiellement les totaux constatés, comme les écritures d'ordre (7.7 M€), les écritures de reversement de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (6.1 M€), les transferts d'écritures entre le budget principal et le budget annexe (195 k€) ainsi que le déficit d'investissement antérieur et son financement (13.5 M€).

Les dépenses réelles de l'exercice s'élèvent à 61 752 111 €, montant stable par rapport à l'an passé (elles atteignaient 62 103 738 € en 2014).

La part « **travaux de réseaux** » représente à elle seule plus de 90 % de nos factures, avec l'électricité, cœur de métier du Syndicat qui représente plus de 71 % de l'activité avec 44 M€. Le niveau des dépenses d'éclairage public demeure à son niveau habituel autour de 10 M€. Les dépenses liées aux réseaux de télécommunications

quant à elles, sont en légère baisse (2.5 M€ au lieu de 4 M€ l'an passé). Les dépenses d'électromobilité décidées au cours de l'année 2015 commencent tout juste à transparaître dans les comptes (272 k€), le plus fort des dépenses en investissement devant intervenir en 2016.

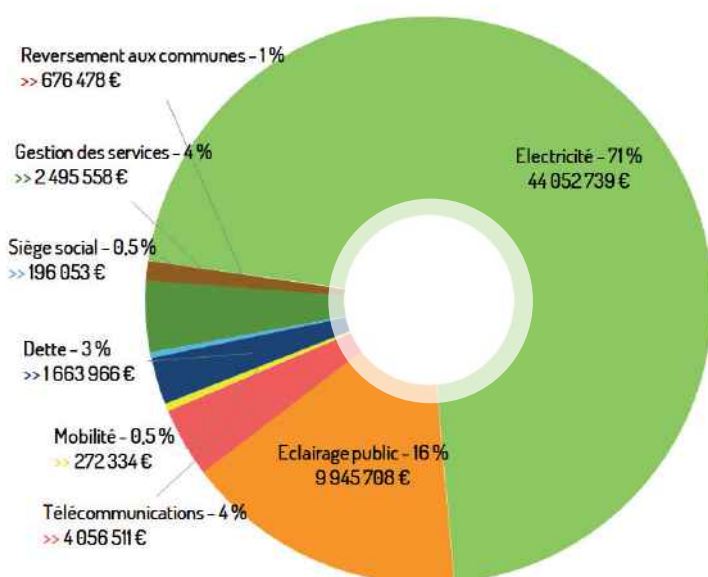
La dette du Syndicat représente moins de 3 % des charges.

Les recettes réellement perçues au cours de l'exercice se chiffrent à hauteur de 65 400 644 €. Elles se répartissent en 5 grandes catégories :

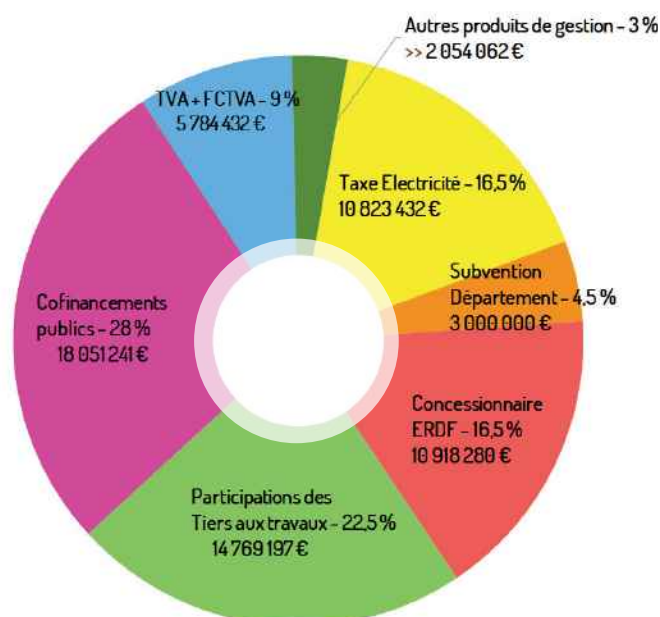
La TCFE (13.8 M€), laquelle se compose de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (10.8 M€) et de la subvention du Département du Morbihan issue de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (3 M€), reste stable.

Les subventions publiques (18 M€) : issues principalement de l'État (CAS-Facé, Ademe) et de la Région, elles sont en forte hausse. Il s'agit en fait du rattrapage d'un retard de financement de 2014 sur l'exercice 2015 portant de 2.8 M€ à 17.9 M€ les encaissements enregistrés. Pour mémoire, les aides attribuées aux travaux d'électrification rurale par le CAS-Facé sont en moyenne de 10.3 M€ par an.

» Dépenses réelles avec RAR : 61 752 111 €



» Sources extérieures de financement : 65 400 644 €



Les participations des pétitionnaires publics et privés aux travaux (14.7 M€) : la baisse enregistrée par rapport à 2014 résulte de la modification de la répartition de la maîtrise d'ouvrage. ERDF assurant la réalisation des demandes d'électrification des lotissements privés, le Syndicat intervient beaucoup plus pour le compte des communes (règlement financier mis à jour en avril et décembre 2015) et leur propose une participation moindre.

Les flux financiers versés par ERDF (10.9 M€) regroupent la redevance de concession, la PCT et les compensations financières négociées suite à la signature du protocole national de Montpellier.

Par ailleurs, **le produit de la TVA** (5.7 M€) compte pour près de 9 % dans le financement des travaux et les produits de gestion courante retracent essentiellement la gestion de la dette récupérée des anciens SIE pour le compte des communes et le remboursement par les copropriétaires des dépenses liées au bâtiment.

» Dématérialisation budgétaire et comptable

Dès 2012, le Syndicat a pu procéder au passage au PES V2, les factures étant déjà dématérialisées avec l'ensemble des entreprises et les échanges avec le comptable et la préfecture se faisant en numérique. Depuis 2015, outre la dématérialisation des bordereaux, des titres et mandats, de l'ensemble des pièces justificatives, de la signature électronique, ce sont également l'ensemble des documents budgétaires et les comptes de gestion qui sont à présent dématérialisés.

Nos services préparent la généralisation de la facturation électronique aux petits fournisseurs, et aux collectivités publiques volontaires, annoncée pour 2017. En parallèle, le Syndicat est en train de finaliser le volet « archives numériques » en interne sur son logiciel métier GO. La GED et le logiciel de comptabilité permettent ainsi d'assurer par des sauvegardes la conservation numérique des documents.

Parallèlement, une réflexion sur l'open data et la modernisation du logiciel comptable a été engagée en 2015.

» Résultats financiers 2015

Conformément à l'article L1612-12, l'arrêté des comptes, constitué par le vote des comptes administratifs et l'approbation des comptes de gestion transmis par le payeur départemental, a été prononcé lors de la séance du Comité du 6 Juin 2016.

Successivement, ont été présentés les résultats du budget principal et du budget annexe Électromobilité. Le compte administratif du budget principal fait apparaître un excédent de clôture de 37 171 405 €. Compte tenu des engagements pris et non réalisés (13 882 100 € de dépenses), il affiche un résultat de 23 289 305 €. Le budget annexe Électromobilité, créé par délibération du 24/09/2015, fait apparaître un déficit de clôture de 367 206 €.

L'excédent 2015 s'explique pour partie par l'encaissement décalé des recettes en provenance du Facé (17 925 323 € à comparer aux 2 826 660 € encaissés en 2014).

Le Comité a décidé d'affecter les excédents prioritairement à la couverture des restes à réaliser du budget principal, au déficit du budget annexe Électromobilité ainsi qu'à la réduction de l'emprunt prévu au budget primitif 2016. **Le solde sera destiné au développement des nouvelles compétences en lien avec la transition énergétique ainsi qu'à la résorption de la baisse des cofinancements extérieurs (Facé – redevance – reversement du département du Morbihan).**

	Budget principal	Budget IRVE	Cumul
FONCTIONNEMENT			
Recettes	31 953 045 €	0 €	31 953 045 €
Dépenses	-10 809 813 €	-106 795 €	-10 916 609 €
Sous Total	21 143 232 €	-106 795 €	21 036 436 €
INVESTISSEMENT			
Recettes	61 071 855 €	30 404 €	61 102 259 €
Dépenses	-50 742 361 €	-290 815 €	-51 033 176 €
Restes à Réaliser (net)	-13 882 100 €	0 €	-13 882 100 €
Sous Total	-3 552 606 €	-260 411 €	-3 813 017 €
RÉSULTAT 2015	17 590 626 €	-367 206 €	17 223 419 €
Excédent global reporté	5 698 679 €	0 €	5 698 679 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE	23 289 305 €	-367 206 €	22 922 098 €

» Des outils, au plus proche des territoires

» Système d'information géographique

Un système d'information géographique est disponible depuis l'extranet du Syndicat. Depuis août 2015, la visualisation sur le terrain s'améliore en intégrant Google Streetview. Fort de son expertise, Morbihan énergies propose de générer pour les communes ou les communautés de communes un SIG personnalisé, affichant les données qu'elles sont amenées à produire :

- | | |
|--------------------------------|----------------------------------|
| » PLU ou cartes communales | » Espaces et patrimoine naturels |
| » Assainissement non collectif | » Collecte des déchets |
| » Cimetière | » Développement économique |
| » Réseaux (eau, chaleur, gaz) | » Itinéraires de randonnées |
| » Équipements sportifs | |

Ces données peuvent constituer pour les communes un outil d'aide à la décision ou un moyen de communication. Elles peuvent être reportées sur l'ensemble des fonds de plan existants (BD topo, BD carto, cadastre, orthophotoplan, 1/25000è...).



» Outil de collecte de données

Dans le contexte de l'ouverture à la concurrence des marchés de l'énergie, le Syndicat s'est positionné en tant que coordinateur d'un groupement de commandes. Un questionnaire en ligne a été élaboré pour pouvoir générer une base de données fiable sur la consommation de ces sites, première étape avant le lancement de l'appel d'offres.

Le Syndicat souhaite se doter d'un outil permettant de :

- Disposer d'une base de données avec une gestion centralisée, pour le suivi et la préparation des futurs appels d'offres,
- Assurer un service de contrôle de la facturation et de la bonne application des marchés passés,
- Disposer d'indicateurs énergétiques pertinents pour les collectivités adhérentes,
- Visualiser et centraliser les données patrimoniales des collectivités,
- Garantir et disposer de l'historique de toutes les données.



un syndicat
au service
des territoires

Étape 1 : Enregistrement de vos coordonnées

» Morbihan-energies.fr

Morbihan énergies propose aux visiteurs de son site Internet d'accéder à une présentation détaillée du Syndicat, de ses métiers et de découvrir ses derniers événements et actualités.

À partir de celui-ci, les utilisateurs des bornes de recharge du réseau Mobilité électrique 56 peuvent accéder à des sites d'information spécialement dédiés.

De même, mais après authentification cette fois-ci, les adhérents et partenaires du Syndicat peuvent se connecter à leur espace réservé. Ce dernier est le support d'information privilégiée à destination des élus.



» Extranet

L'Extranet permet aux collectivités morbihannaises d'accéder :

- » Au suivi des opérations en cours sur le territoire communal,
- » Au Système d'Information Géographique (SIG),
- » Au catalogue d'éclairage public (l'outil permet de rechercher par critères - fonction, prix, marque - les différents types de lanternes et d'accéder à une fiche technique complète),
- » Aux différentes publications éditées par le Syndicat (fil infos, rapports d'activité, guide du délégué, annuaire des élus et du personnel).

Les informations diffusées sur l'Extranet émanent d'une application de Gestion des Opérations alimentée par les services du Syndicat. L'appliquatif développé en interne est sans cesse enrichi de nouvelles fonctionnalités. En 2015, ce sont 3865 devis entreprises, 5092 bons de commandes, 5380 factures, 1236 contributions prévisionnelles, 6373 courriers et 22 234 mails qui ont pu être générés via cet outil.



L'électricité



4763 GWh
d'électricité
consommée

24 351 km
de réseaux
d'électricité

37,9 %
du réseau en
souterrain

14 374
postes de
transformation

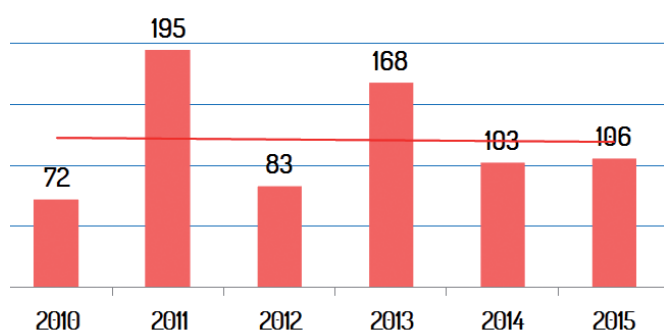
106 min
durée moyenne
annuelle de coupure
par usager

» Notre mission : garantir la qualité de l'électricité pour les Morbihannais

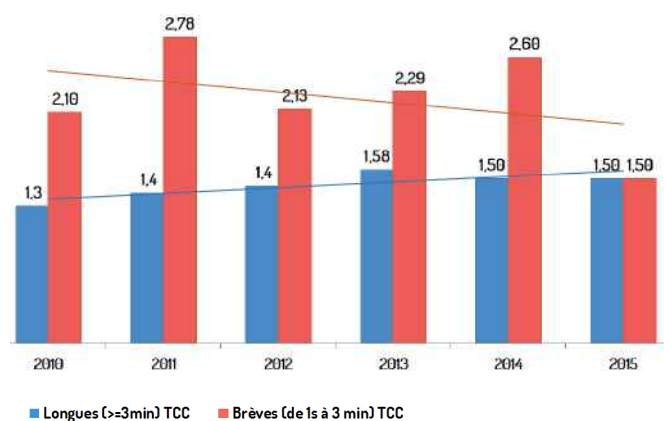
Deux critères permettent réglementairement d'apprécier la qualité de l'énergie distribuée : la continuité de fourniture et la tenue de la tension. Dans le Morbihan, pour l'année 2015 comme en 2012, 2013 et 2014, le décret qualité n° 2007-1826 est respecté pour ces deux critères (le critère «continuité de fourniture» n'était pas respecté en 2011).

» Continuité de fourniture

► Critère B en minutes (toutes causes confondues)

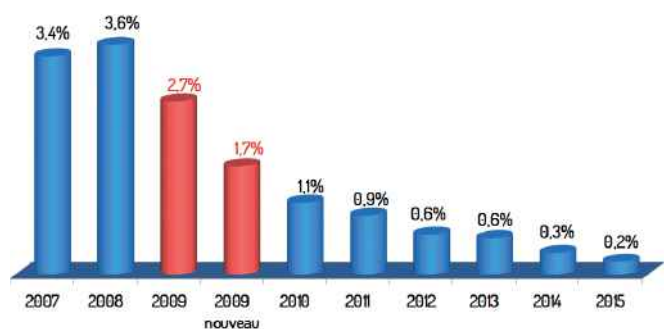


► Fréquence des coupures (toutes causes confondues)



» Tenue de la tension

► Clients Mal Alimentés (CMA)



La continuité de fourniture perçue par l'utilisateur est évaluée en fonction du nombre et de la durée des coupures qu'il subit par an. Pour un usager alimenté en basse tension, la continuité de fourniture est suivie par le critère B qui correspond au ratio du temps de coupure moyen d'électricité par usager.

En 2015, le temps de coupure, toutes causes et origines confondues (travaux et incidents), s'élève à 106 min.

Sur la période 2010 à 2015, le critère B affiche une dégradation croissante et ce malgré les investissements réalisés sur les réseaux.

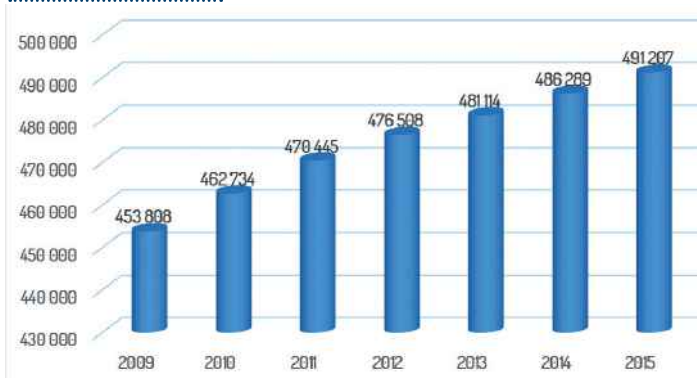
Parallèlement, si on observe l'indicateur relatif à la fréquence des coupures toutes causes confondues (TCC), on constate sur la période 2015 une amélioration de la qualité de l'énergie pour les coupures brèves.

Un usager est considéré comme mal alimenté lorsque la tension mesurée est en dehors de la plage «+ 10 % - 10 %» par rapport aux tensions nominales de 230 et 400 volts. La chute de tension provient notamment d'une section de réseau basse tension (BT) trop faible au vu des besoins.

Très nettement liée au changement de méthode de calcul intervenu en 2009, cette baisse significative masque toutefois des disparités entre l'urbain et le rural : en effet, sur un total de 1215 usagers, 67 % sont situés en zone rurale. Le calcul du nombre de Clients Mal Alimentés reste un calcul théorique pour lequel Morbihan énergies émet des réserves quant à l'adéquation entre le modèle de calculs et la réalité du terrain.

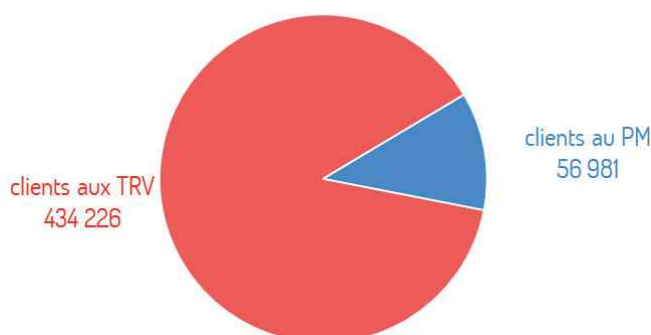
» Une concession, en constante évolution

» Nombre de clients



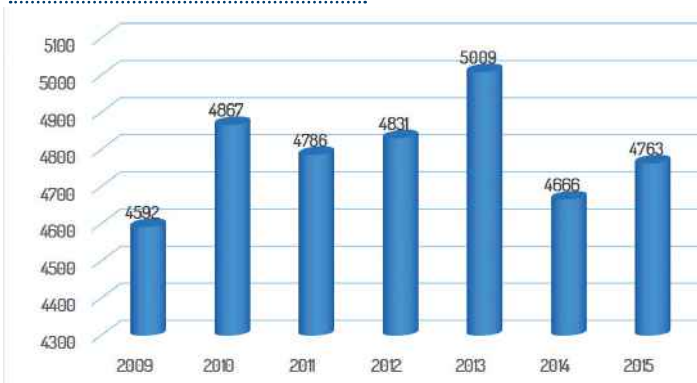
La dynamique démographique du département se traduit par une augmentation de 1 % du nombre de clients avec un léger fléchissement par rapport à 2011 et 2012. En 2015, leur nombre est désormais de 491 207 (+ 4918 par rapport à 2014).

» Ouverture à la concurrence



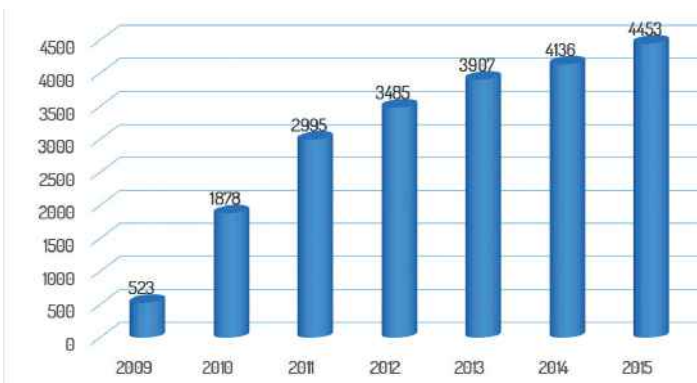
Depuis le 1^{er} juillet 2007, les marchés de l'électricité sont totalement libéralisés. En 2015, le nombre de clients ayant opté pour les tarifs d'électricité au prix du marché (**PM**) s'élève à 56 981 avec une augmentation de 14,7 % par rapport à 2014. Pour autant, le marché morbihannais reste dominé à 91 % par les tarifs réglementés de vente (**TRV**) contre 92 % en 2014.

» Évolution de la consommation



L'année 2015 marque une hausse sensible de la consommation (+0,8 % pour les usagers BT et +1,3 % pour les usagers HT). Cette hausse sensible se caractérise notamment par une augmentation du nombre de clients.

» Nombre de producteurs

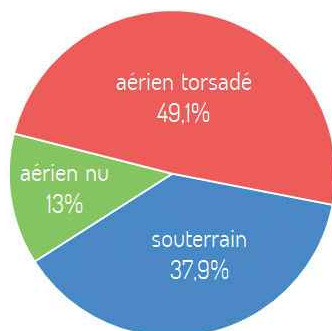


Le nombre d'installations de production d'électricité décentralisée continue sa progression et s'élève à 4453 unités.

98 % de ces producteurs sont des producteurs photovoltaïques. Pour autant, en termes de puissance, le photovoltaïque reste modeste. Il représente en effet 6 % de la puissance installée alors que l'éolien, qui compte 37 producteurs, en représente 80 %, soit 305 MW sur 380 MW.

Les ouvrages concédés comprennent l'ensemble des installations affectées à la distribution d'électricité, à savoir l'ensemble du réseau moyenne et basse tension ainsi que les postes de transformation. Le patrimoine se compose ainsi de 24 351 km de réseau (répartis en 13 224 km de lignes basse tension - BT - et 11 127 km de lignes moyenne tension - HTA -) et 14 374 postes.

» Réseau Basse Tension (BT)



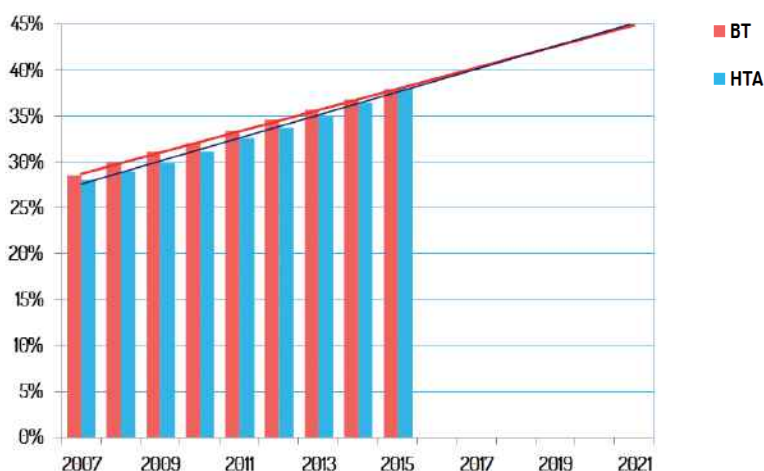
BT

» Réseau Moyenne Tension (HTA)



L'âge moyen des réseaux HTA augmente régulièrement. Une altération de la qualité électricité est prévisible.

» Taux d'enfouissement des réseaux



Le taux d'enfouissement des réseaux progresse lentement. L'effort (HTA-BT) doit être amplifié afin de renforcer la fiabilisation de notre réseau de distribution. C'est l'ambition des programmes de fiabilisation lancés respectivement en 2010 et 2014.

Longueur	13 225 km
Réseau en fil nu	1676 km
Réseau de faibles sections *	416 km
Réseau souterrain	37,9 %
Réseau âgé de plus de 40 ans	29 %
Âge moyen en années	32

HTA

Longueur	11 128 km
Réseau de faibles sections *	17 km
Réseau souterrain	38 %
Réseau âgé de plus de 40 ans	9,3 %
Âge moyen en années	25,5

* Sections $\leq 14 \text{ mm}^2$ pour le cuivre et 22 mm^2 pour les autres métaux.

» Les postes de transformation

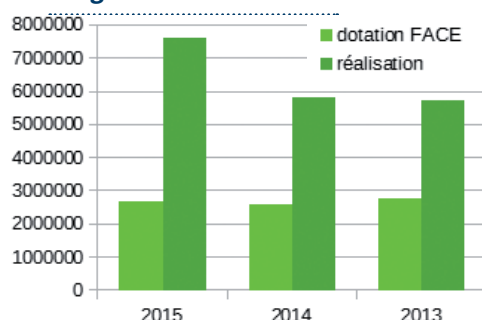
14 374 postes de transformation
+ 147 postes par rapport à 2014

> Dont postes cabines hautes	359
> Dont postes sur poteau	6952

» Les travaux en électricité : entre maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et conseils

Comme les années précédentes, 2015 reste marquée par une forte dynamique d'investissement sur les réseaux électriques. Ainsi, plus de 31 millions d'euros ont été engagés auprès des entreprises titulaires des marchés de travaux (+ de 1500 opérations). Hors raccordements et au-delà des programmes aidés par le fonds d'amortissement des charges d'électrification (11,6 M€) CAS FACÉ, ce sont plus de 22 millions que Morbihan énergies a investis pour améliorer la qualité de desserte des usagers (particuliers, entreprises et collectivités).

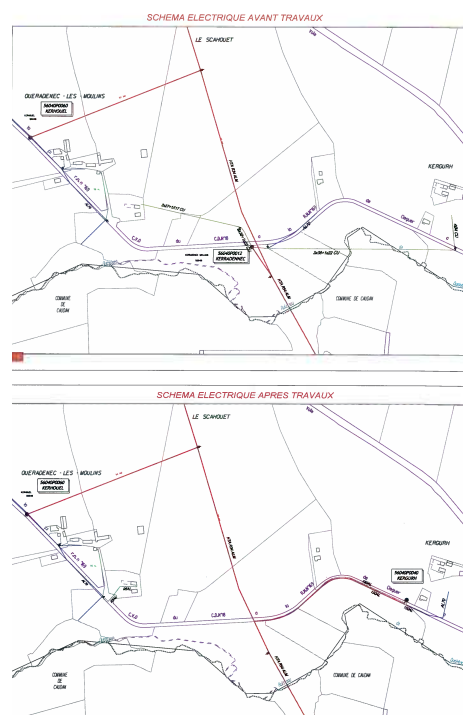
» Programme sécurisation



Ce programme travaux éligible au CAS FACÉ permet de supprimer les réseaux nus (4 fils) basse tension en communes dites rurales au sens du FACÉ. Compte tenu de la typologie du réseau morbihannais (+ 1315 km de réseau nu en communes rurales), le Comité syndical a décidé d'accélérer la suppression de ces lignes les plus fragiles et sensibles aux aléas climatiques (près de 8 M€ en 2015). Par ailleurs, ces lignes anciennes construites

jusqu'au début des années 60 sont situées le plus souvent sur des parcelles privées, pouvant ainsi générer des problématiques d'élagage, d'aménagement ou d'exploitation des parcelles pour la profession agricole.

Entre 2014 et 2015, dans le cadre des opérations engagées par Morbihan énergies, ce sont plus de 150 km de réseaux nus qui ont été remplacés par du réseau torsadé ou du réseau souterrain et qui ont pu donner lieu, dans certains cas, à la construction d'un nouveau poste de transformation. En effet, ces opérations permettent à Morbihan énergies, en concertation avec les services d'ERDF de réadapter le réseau électrique en intégrant les constructions, rénovations qui ont fait évoluer le quartier concerné au fil des années et donc d'anticiper avec les communes concernées les perspectives d'évolutions pour les années futures.



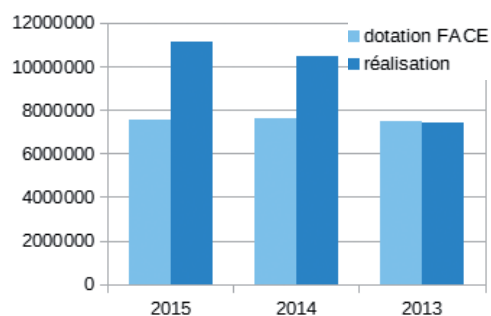
Programme fiabilisation 2015-2020

	Départs concernés	Km fils nus	Montant en M€
Travaux terminés	160	143	11,1
Travaux en cours	190	156	12,6
Études en cours	193	137	10,9
Reste à lancer	576	332	29,1
Total	1119	768	63,7

Avec cet objectif permanent d'assurer à l'ensemble des Morbihannais un réseau de distribution électrique de qualité, le Comité syndical s'est prononcé en 2014 sur l'affichage d'un programme ambitieux, sur la durée du mandat, de résorption des réseaux basse tension nus en communes rurales (en urbain : ERDF est le maître d'ouvrage des renforcements et de la fiabilisation des réseaux conformément au contrat de concession) à savoir : « En communes rurales, sur les départs de plus d'un abonné, aucun Morbihannais ne doit être alimenté par un réseau basse tension de plus de 500 m constitué à plus de 50 % de réseau nu ».

Cet objectif vise à modifier 1119 départs basse tension sur le département. Dans certains cas, un effacement des réseaux peut être suggéré. Les agents de Morbihan énergies se tiennent alors à la disposition des communes pour étudier les conditions financières de ces projets.

» Programme renforcement

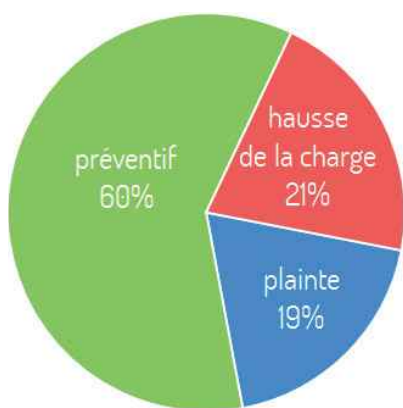


Ce programme est fortement aidé par le CAS-Facé. Ainsi, sur 2015, l'État a alloué à Morbihan énergies une dotation autorisant un programme travaux de 7,5 M€ HT. Les enveloppes validées par les élus du Comité syndical ont permis d'aller au-delà de ces crédits pour répondre aux besoins de l'amélioration de la qualité de desserte des usagers particuliers, entreprises et collectivités.

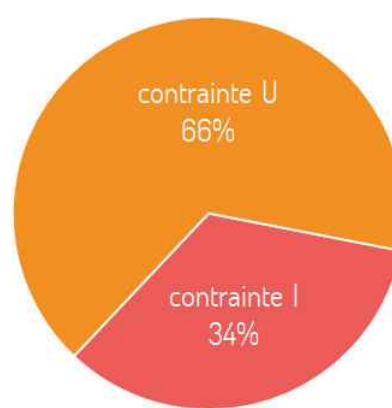
Ces enveloppes annuelles conséquentes conjuguées aux investissements d'ERDF permettent de garantir aux porteurs de projets industriels ou autres et plus globalement à l'ensemble des usagers (particuliers, professionnels et collectivités) une assurance quant à la qualité de l'énergie distribuée en tout site du territoire.

Depuis plusieurs années, nous constatons une augmentation du traitement de dépassements en contraintes d'intensité qui caractérise le plus souvent un réseau en fil nu, preuve s'il en était que la suppression de réseaux nus s'accompagne le plus souvent d'un renforcement des réseaux et donc d'une levée de contrainte immédiate (ou à plus ou moins courte échéance).

» Typologie des dossiers de renforcement



» Caractérisation des dossiers préventifs



Le renforcement : définition

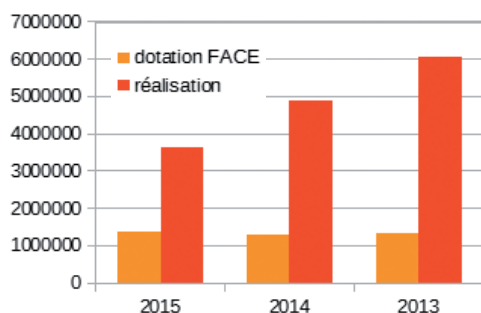
De 2013 à 2015	Nombre de dossiers	Montant en M€
Plainte	70	3,7
Préventif	219	17,4
Hausse de la charge	78	3,9
Total	367	25

Les opérations de renforcement consistent à améliorer le réseau de distribution électrique afin que la qualité du courant fourni aux abonnés soit satisfaisante. Cette qualité doit être conforme aux prescriptions du législateur et au cahier des charges de concession électrique. Pour ce qui concerne le niveau de tension, celui-ci doit être compris entre 207 et 253 volts.

Des appareils de mesures sont posés gratuitement par ERDF ou Morbihan énergies pour vérifier ce niveau de tension chez les demandeurs dès lors qu'une commune nous en fait la demande. Lorsqu'un acte d'exploitation (changement de phase...) ne se révèle pas suffisant pour supprimer ces contraintes de tensions, il convient alors de lancer rapidement une étude, en vue de travaux.

Mais la tension n'est pas la seule cause recherchée. En effet, les dossiers sur lesquels une contrainte d'intensité est relevée, font également l'objet d'études et de travaux.

» Programme enfouissement



Comme pour les opérations de renforcement et de sécurisation, ce programme travaux bénéficie du soutien du CAS FACÉ. Morbihan énergies investit au-delà pour satisfaire les besoins de l'ensemble des collectivités urbaines et rurales en termes d'amélioration esthétique des réseaux basse et moyenne tension avec le soutien financier d'ERDF (800 000 € : programme dit article 8).

Enfouissement des réseaux électriques sur la commune de Lanvéneq.

» Avant



» Après



» Programme raccordement

	Opérations	Montant
2013	823	8 M€
2014	665	6,8 M€
2015	571	4,4 M€

À ce jour, Morbihan énergies est maître d'ouvrage de l'ensemble des raccordements publics initiés par les collectivités ou leurs représentants (communes, communautés de communes et d'agglomérations, SEM, office public pour habitat social...) et des raccordements individuels privés (hors permis d'aménager) en rural.

La baisse des montants investis en 2015 s'explique notamment par le transfert à ERDF de la maîtrise d'ouvrage des promotions immobilières des aménageurs privés sur les communes rurales.

» Détermination des besoins de financement (CAS FACÉ)

Comme tous les 2 ans, en juillet 2015, sous l'égide du Préfet, Morbihan énergies et ERDF ont présenté aux services de l'État les besoins de financement pour les travaux de renforcement, d'enfouissement et de sécurisation des réseaux électriques des communes rurales morbihannaises. Comme le prévoit dorénavant la réglementation, les données statistiques d'ERDF (210 Départements Mal Alimentés - DMA - en 2015 contre 426 en 2013) ont pu être complétées par les éléments notamment de mesures apportées par Morbihan énergies pour atteindre une valeur de 297 DMA retenue par l'État.

Le nombre de DMA est en effet capital car il rentre à hauteur de 80 % dans la détermination du calcul des besoins de financement alloués par l'État pour les renforcements (rappel programme aidé 2015 : 7,5 M€).

Données ERDF en communes rurales	Départements mal alimentés (DMA)
Inventaire 2013 - 228 communes	426
Inventaire 2015 - 217 communes	210

Les modifications législatives successives intervenues en matière d'urbanisme et de raccordements électriques ont conduit à de nouvelles règles de financement. La mise en œuvre de ce nouveau dispositif désigne ainsi la commune, collectivité en charge de l'urbanisme (CCU), comme principal contributeur du financement des extensions de réseau (hors terrain d'assiette de l'opération) intervenant dans le cadre de la délivrance d'une autorisation d'urbanisme (AU). Morbihan énergies peut apporter aux communes des réponses appropriées quant à l'évaluation du coût des extensions électriques.

	2012	2013	2014	2015
CU/AU traités dans les communes rurales	845	945	1109	1122*

Passage de 228 à 217 communes rurales (arrêté du Préfet suite au décret 2013-46 du 14 janvier 2013).

Les 1122 réponses formulées en 2015 se décomposent ainsi :

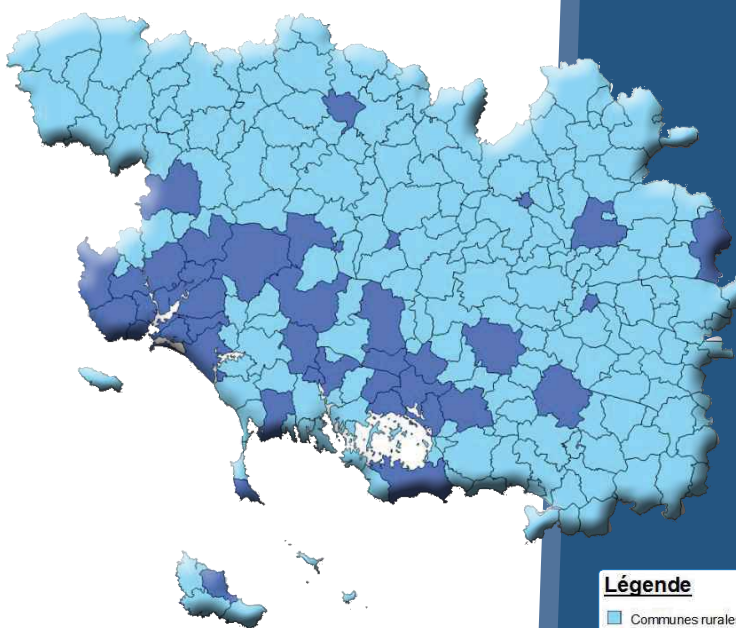
- > 731 réponses indiquant qu'un simple branchement était nécessaire (sans coût pour la CCU)
- > 391 réponses indiquant qu'une extension de réseau était nécessaire (charge financière pour la CCU)

Pour les 217 communes rurales, les services du Syndicat, consultés au stade du Certificat d'Urbanisme opérationnel (CU) ou de l'Autorisation d'Urbanisme (AU), sont en mesure sur la base du règlement financier du Syndicat, de leur communiquer rapidement une estimation financière des contributions liées aux travaux d'extension des réseaux électriques. La commune dispose ainsi d'une évaluation du montant de la contribution mise à sa charge. Cette évaluation lui permet, le cas échéant, de répercuter sur le pétitionnaire tout ou partie de cette charge par différents outils d'urbanisme.

» **Proposition technique et financière**

Dans les communes dites urbaines (44 communes dans le Morbihan), c'est ERDF, en tant que maître d'ouvrage des extensions électriques d'initiatives privées, qui est en charge de l'établissement de la proposition technique et financière permettant de déterminer le montant de la contribution mise à la charge de la commune.

Les services de Morbihan énergies peuvent être alors sollicités pour aider les communes à mieux comprendre et analyser sur le plan technique et financier ces propositions.



Les missions



78 GWh cumac

valorisés par les certificats d'économie d'énergie

254

membres du groupement d'achat énergies

35 400

points lumineux en maintenance

2000

recharges sur nos 7 bornes de recharge rapide

56 kWh

d'électricité stockable par Kergrid

» Énergies : anticiper les changements à venir et être force de conseil

Le contexte énergétique global évolue fortement : augmentation des consommations, raréfaction des ressources et changements climatiques. Morbihan énergies se veut conseil et soutien technique des élus morbihannais sur ces questions. Le Syndicat travaille sur les prochains modèles de production et gestion locale de l'énergie, soutient les nouveaux modes de transport, accompagne les collectivités dans la fourniture et la maîtrise de l'énergie.

» CEE

En 2015, deux nouveaux dossiers de demande de certificats d'économie d'énergie portant sur les travaux de rénovation thermique des collectivités du Morbihan ont été montés pour un volume de 51 873 165 kWh-cumac.

En parallèle, au cours de l'année, le pôle national des certificats d'économie d'énergie nous a validé pour 78 036 205 kWh-cumac de certificats.

Cette année 2015 a été marquée par le début de troisième période et de nouveaux objectifs pour les fournisseurs d'énergie en termes de génération de certificat. Il semblerait que la plupart des obligés aient leurs quotas, car le prix de vente des CEE a diminué de manière significative. Cette vision fait l'objet d'un constat partagé par l'ensemble des acteurs (Région Bretagne, FNCCR...).

» Smile

Lors de la revue des plans de la Nouvelle France Industrielle en décembre 2014, Emmanuel Macron, Ministre de l'économie, a annoncé le lancement d'un appel à projets pour le déploiement des réseaux électriques intelligents.

Son objectif est de soutenir une série de projets industriels concrets et coordonnés sur un même territoire, afin de créer une vitrine nationale pour la valorisation des compétences des entreprises à l'échelle européenne. Les projets doivent associer les collectivités ainsi que les gestionnaires RTE et ERDF, dans le cadre de la modernisation de leurs réseaux, au service de la transition énergétique des territoires.

Le territoire du Grand Ouest s'est associé pour déposer une réponse commune. Morbihan Énergies a participé activement au portage de ce dépôt de candidature qui regroupe les deux régions (Bretagne / Pays de la Loire), les deux métropoles (Nantes / Rennes) et les AODE sur le territoire des quatre départements Vendée, Loire Atlantique, Ille-et-Vilaine et Morbihan.

La rédaction de cette candidature a également mobilisé :

- > Les pôles de compétitivité Image & Réseaux et S2E2 (Angers)
- > Les cci des deux régions
- > 86 entreprises bretonnes et ligériennes

Le dossier a été remis aux ministères concernés le 17 juillet 2015. Une réponse sur le territoire retenu est attendue pour début 2016. Cette décision est prise par les ministères de l'environnement, de l'énergie et de la mer et le ministère de l'économie.



» Groupement d'achat d'énergies : être concurrentiels, ensemble

La disparition progressive de certains tarifs réglementés de vente (TRV), gaz et électricité, a été fixée à partir du 31 décembre 2014. La fin de ces tarifs impose aux personnes publiques de mettre en concurrence leur fournisseur, dans le respect des règles de la commande publique. Pour répondre à leur demande, Morbihan énergies organise un groupement de commandes d'achat d'énergies ouvert aux collectivités, acheteurs publics ou acheteurs exerçant des missions d'intérêt général. Le Syndicat souhaite ainsi tirer parti de la mutualisation des besoins sur son territoire pour pouvoir bénéficier des meilleures opportunités de prix tout en assurant une qualité optimale des services associés. En tant que coordonnateur du groupement, Morbihan énergies a en charge la centralisation des besoins, et le lancement des procédures d'appel d'offres et de notification des marchés. Ensuite, chaque adhérent au groupement achète directement son gaz/électricité auprès des fournisseurs retenus, sur la base des prix négociés, durant toute la durée des marchés. La remise en concurrence s'effectue périodiquement.

» Marchés gaz

Les 89 structures ayant participé au groupement de commande pour la fourniture du gaz pour leurs 507 sites de consommation ont bénéficié de la baisse de l'indice gazier retenu lors du marché. En effet, le prix de la molécule de gaz est passé de 23.19 €/MWh en janvier 2015 à 17.70 €/MWh en décembre 2015, soit près de 25 % de diminution sur un an.

» Marchés électricité

Pour répondre aux besoins des 2120 sites de consommation des 254 membres du groupement, un accord cadre pour retenir un fournisseur d'électricité a été passé cette année par Morbihan énergies. La consultation a permis d'obtenir une baisse globale sur la facture de 9 % pour les anciens tarifs bleus et de 12.5 % pour les anciens tarifs jaunes par rapport aux tarifs réglementés.

» Plan Climat Air Énergie Territorial

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) est un exercice de planification énergétique et de lutte contre le changement climatique défini par la loi TECV adoptée en août 2015. Cette loi impose aux collectivités de plus de 20 000 habitants de réaliser ce PCAET avant le 31 décembre 2018. Le Comité syndical a demandé de proposer aux collectivités morbihannaises, soit que Morbihan énergies leur apporte son expertise, soit qu'elles puissent lui confier la mise en oeuvre de cette étude. Pour le Syndicat, il s'agit d'une démarche volontaire. Lors de sa réunion du 24 septembre 2015, le Comité syndical a validé le PCAET de notre collectivité, comprenant un bilan des émissions de gaz à effet de serre (1 818 TeqCO₂) et un programme opérationnel de 17 actions à conduire d'ici 2020, permettant d'atteindre un objectif de réduction des GES évalué à 16 %. Plusieurs actions sont engagées dès 2015.

» Énergie renouvelable

Développement de la production d'électricité photovoltaïque dans une logique d'autoconsommation totale ou partielle de la production, reproductibilité de Kergrid. Les démarches engagées fin 2015, comprenant l'identification de sites équipables et l'engagement des études de dimensionnement, doivent aboutir à la concrétisation d'une vingtaine de centrales photovoltaïques sur toitures de bâtiments publics au cours de 2016-2017 sur le territoire morbihannais.

» Eco-mobilité

En complément du déploiement des IRVE, Morbihan énergies travaille sur la mise en place d'une solution de distribution de carburant gaz, alternative aux produits pétroliers. Une enquête sur les pratiques des gros véhicules (autocars, bennes à ordures ménagères, poids lourds) a été menée en octobre auprès d'une centaine d'acteurs morbihannais (collectivités, transporteurs routiers, entreprises de messagerie). Cette enquête démontre l'intérêt de la solution gaz naturel véhicules (GNV), tant d'un point de vue économique que d'un point de vue environnemental. Cette démarche pourrait se traduire par des solutions concrètes en 2016 et 2017.

» FlexBat : expérimenter dans la continuité de Kergrid

Morbihan énergies a décidé de conduire un projet pilote, Kergrid. Son but : concevoir un bâtiment capable à la fois de s'effacer, notamment en période de forte demande, mais aussi de réinjecter l'énergie renouvelable qu'il produit ou tire du réseau et stocke dans son système de batteries. Le Syndicat souhaite poursuivre sa prospective en investissant le champ de la recherche avec FlexBat.

Dans la poursuite du projet Kergrid, une réponse à l'appel à projet recherche portant sur les énergies a été déposée. Cette réponse a été baptisée FlexBat pour optimisation de la flexibilité électrique de bâtiments dont un microgrid intégrant le stockage d'électricité.

» Objectifs visés

- > développer des outils logiciels qui permettront d'optimiser le dimensionnement et le pilotage de solutions de stockage d'électricité couplées à des sources de productions intermittentes ;
- > préparer une évolution du cadre réglementaire pour permettre les échanges de flux d'énergie entre producteurs et consommateurs.

» Résultats attendus

- > des méthodes mathématiques pour l'analyse d'importantes quantités de données de production et de consommation à l'échelle d'un bâtiment ou d'un îlot,
- > des méthodes mathématiques permettant une co-optimisation rapide du dimensionnement d'un stockage et de sa gestion,
- > un outil logiciel pour le dimensionnement et le choix de technologies de stockage à l'échelle d'un site, d'un îlot ou d'un territoire,
- > un outil de pilotage en temps réel des systèmes associant production intermittente et stockage,
- > des propositions d'évolutions réglementaires pour favoriser les échanges entre producteurs et consommateurs à l'échelle d'îlots,
- > une interface de gestion des véhicules électriques du site de Morbihan énergies permettant de gérer la décharge de la batterie du véhicule sur le réseau (V2G).

Ces travaux sont réalisés en s'appuyant sur les données issues du pilote « Kergrid » en service depuis 30 mois et équipé d'une centrale de production photovoltaïque, d'un système de stockage et de véhicules électriques, le tout sur un bâtiment tertiaire accueillant 60 personnes au quotidien.

FlexBat contribue ainsi à développer les outils qui faciliteront le déploiement des ENR et leur utilisation à l'échelle d'un territoire grâce au déploiement de systèmes de stockage et en optimisant les échanges de flux d'énergie entre producteurs et consommateurs. L'approche économique intégrée permettra d'optimiser la valeur fournie au réseau électrique et aux clients. Cela ouvrira la voie vers une diffusion massive des offres et un impact maximal.

Morbihan énergies travaille avec les partenaires suivants :



» Éclairage public : gérer la lumière de 255 collectivités

Éclairer est une nécessité qui répond à une demande de sécurité et d'amélioration du cadre de vie, tout en répondant à des contraintes économiques et environnementales fortes. Les enjeux des collectivités pour l'optimisation des installations vers un «éclairage juste» sont nombreux. Morbihan énergies accompagne les élus morbihannais dans leurs projets et leur gestion de l'éclairage public.

255 communes du Morbihan ont délégué leur compétence investissement éclairage public à Morbihan énergies. Ainsi en 2015, 6 M€ de travaux (extension, effacement de réseau, rénovation du parc, mise en valeur du patrimoine), répartis en 1039 bons de commandes et 896 opérations, ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Morbihan énergies et sous ses conseils techniques et réglementaires. Toutes ces opérations sont financées par la collectivité au coût réel, déduction faite de la participation financière du Syndicat (selon règlement financier en vigueur).

» Nécessité de rénovation

Une partie du patrimoine éclairage public du Morbihan reste constituée de luminaires vétustes et énergivores. 60 % des opérations d'éclairage public réalisées concernent la rénovation du patrimoine (plus de 3,5 M€). Si l'effort d'investissement réalisé par les collectivités est important, il ne permet pas un renouvellement suffisant du parc. Ainsi, dans l'ensemble du département à fin 2015, le parc est encore constitué de plus de 14 % de luminaires de type ballons fluorescents (15 700 points lumineux). Si ce pourcentage important reste malgré tout dans la moyenne nationale, Morbihan énergies alerte les communes sur l'interdiction à la vente de ce type de sources depuis avril 2015, conformément à la directive européenne 2005/32/CE, et de la nécessité de rénover ces lanternes énergivores le plus souvent vétustes par du matériel performant.

» Aides financières

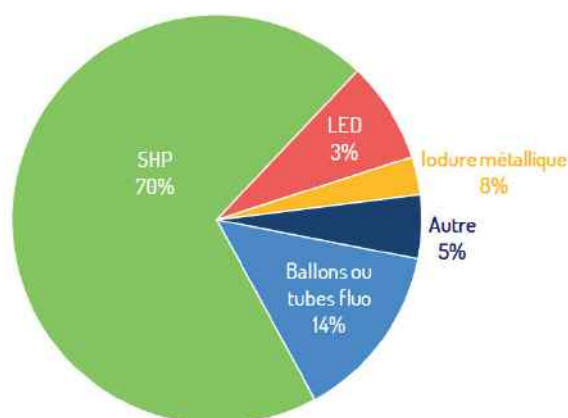
Conscients des contraintes financières des collectivités et de la nécessité d'améliorer la qualité du parc, les élus de Morbihan énergies ont délibéré le 4 juin 2015 pour la mise en place d'un programme de financement exceptionnel d'aide à la rénovation pour les communes, communautés de communes et d'agglomération. Cette action se traduit par une participation financière de Morbihan énergies de 50 % pour une opération par collectivité, dans la limite de 15 points lumineux en rénovation ou de 10 en effacement de réseaux. Afin de faire face aux nouveaux besoins et aux attentes des collectivités adhérentes, cette aide financière exceptionnelle a été élargie aux projets « innovants » prenant notamment appui sur le réseau d'éclairage (vidéos-protection, sonorisation, capteurs divers...). À la demande des communes, 46 opérations bénéficiant de cette aide exceptionnelle ont déjà été initiées en 2015.

Les techniques et matériels d'éclairage public ont beaucoup évolué au cours des dernières années. Le règlement financier a donc été adapté en conséquence. Il prend ainsi dorénavant les éclairages autonomes (solaire), les appareillages de réduction de consommation d'énergie (télégestion, réduction de puissance, détection de présence, horloge astronomique...).

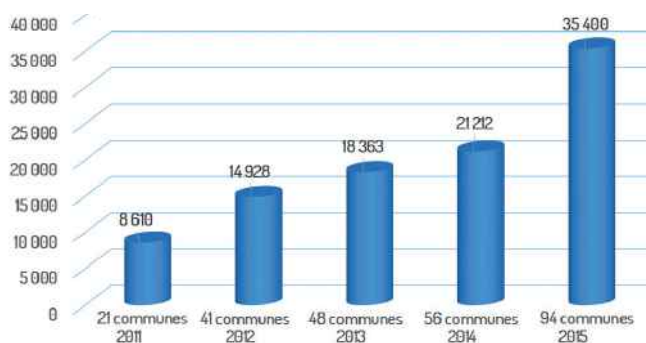
Bénéficier des dernières innovations technologiques

Les technologies de l'éclairage public évoluent rapidement. Les nouvelles générations de luminaires, notamment à Led, permettent de diviser par 2 la puissance installée. Ces nouvelles lanternes peuvent être couplées avec des systèmes de détection de présence ou de réduction de puissance, permettant d'optimiser les usages et les économies d'énergie tout en maintenant le service à l'utilisateur. De nouveaux systèmes de gestion autorisent le pilotage de l'éclairage de la commune depuis un système central. Les infrastructures d'éclairage public deviennent également de plus en plus des supports de déploiement de services numériques (wifi, vidéo protection, sonorisation et illuminations...). Morbihan énergies assure cette veille technologique et demeure au service des collectivités pour les conseiller, les orienter et étudier les opportunités de mise en place de solutions innovantes.

À titre d'exemple, le 10 juin 2015, Morbihan énergies s'est associé à l'AFE Bretagne pour organiser une après-midi technique à l'attention des acteurs éclairage public des collectivités et des entreprises du secteur pour faire un point sur l'évolution de la norme EN 13201 et la mise en œuvre de la technologie leds.



» **Luminaire : sources recensées sur le Morbihan**



» **Évolution du nombre de points lumineux en maintenance**

Prestation forfaitaire annuelle - Grille des prix *		
(maintenance globale préventive et curative y compris fourniture)		
> Prestations forfaitaires annuelles		
101	Lanternes sans vasque ou sources Ballon Fluorescent	21,60 €
102	Lanternes ou projecteurs hors article 101 et 104	19,20 €
103	Encastrés dans mur ou sol	17,64 €
104	Lanternes et projecteurs à leds	16,80 €
105	Armoire	30,06 €
> Prestations ponctuelles		
201	Coût horaire avec élévateur	132 €
202	Coût horaire avec véhicule léger	60 €

* Prix du 01/07/2015 au 30/06/2016

» Diagnostic

Le Syndicat propose aux communes et à leurs groupements de faire réaliser un diagnostic de leur patrimoine d'éclairage public. Cet inventaire technique et énergétique ainsi que les analyses et les préconisations chiffrées permettent de définir les actions pour sécuriser les installations, réduire le coût global de fonctionnement et les consommations d'énergie, tout en améliorant le service rendu. Morbihan énergies réalise et participe au financement de ces diagnostics avec le soutien financier de l'Ademe et de la région Bretagne. Fin 2015, ce sont 200 communes du département qui ont bénéficié de cet état des lieux (80 000 points lumineux). Morbihan énergies intègre dans son SIG toutes ces données puis effectue les mises à jour suite aux travaux réalisés dans le cadre de sa compétence investissement. Les collectivités peuvent alors consulter la cartographie et les données de patrimoine via l'extranet de Morbihan énergies.

» Maintenance

Bien qu'éclairer le domaine public ne soit pas obligatoire, le maire est responsable de l'entretien et du bon fonctionnement des installations en service. Ainsi les équipements doivent être régulièrement entretenus, essentiellement pour des raisons de sécurité et d'efficacité. Une maintenance préventive régulière des installations permet de limiter la diminution des performances, de prolonger la durée de vie et de garantir un niveau de sécurité optimal. Les statuts de Morbihan énergies lui permettent d'exercer cette compétence optionnelle, sans transfert de patrimoine. Le Syndicat propose ainsi aux collectivités d'organiser la maintenance curative et préventive de leurs installations d'éclairage et de leur faire bénéficier des conditions d'un marché mutualisé à l'échelle départementale. Au cours de l'année 2015, 38 communes supplémentaires ont fait ce choix, ce qui porte à 94 le nombre total de collectivités adhérentes à ce service (35 400 points lumineux).

- **Maintenance curative** : En cas de défaillance ponctuelle, la commune signale les pannes, via le portail de Morbihan énergies. L'entreprise intervient selon des délais contractuels, en fonction du caractère d'urgence.

- **Maintenance préventive** : Cette prestation intègre une visite préventive annuelle sur chaque point lumineux pour le nettoyage et le remplacement systématique des lampes en fonction des durées optimales d'utilisation. Ce contrôle est complété de deux visites au sol, du réglage des horloges aux changements d'heure, de la fourniture du petit matériel, du suivi numérique des interventions et de la transmission d'un bilan annuel.

» IRVE : créer un maillage à l'échelle du département

L'État français a fait du développement du véhicule électrique un axe important de la politique de réduction des gaz à effet de serre. À l'horizon 2020, ce sont ainsi 90 000 véhicules électriques qui devraient être mis en circulation. Toutefois, le développement du véhicule électrique en France suppose que des infrastructures de recharge soient disponibles pour les usagers. Au-delà des bornes de recharge lente (charge de 8h en moyenne à domicile ou sur le lieu de travail), le nombre de bornes rapides ou accélérées (charge de 30 ou 90 minutes) dans les territoires sera assurément déterminant pour atteindre cet objectif.

Alors que le projet de loi sur la transition énergétique était débattu au Parlement, Morbihan énergies s'était déjà engagé dans le déploiement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE). Au 1^{er} semestre 2014, le Syndicat avait alors déployé 7 premières bornes de recharge rapide multi-standard sur le département.

Après cette première étape, le Syndicat s'est lancé dans une deuxième phase planifiant d'ici à fin 2017, grâce à un financement État-Région, l'installation de 250 bornes de recharge accélérée. L'objectif alors est de se rapprocher au plus près des besoins des conducteurs de véhicule électrique en installant ces bornes dans les lieux d'activité, au coeur des communes urbaines et rurales : bourgs, centres-villes, zones économiques... Fin 2015, 38 bornes de recharge accélérée étaient installées sur le territoire départemental.

Conformément aux décisions du Comité syndical, les communes se sont vu proposer l'installation desdites bornes de recharge accélérée suivant les modalités suivantes :

- > La commune fournit le foncier et finance 10% de l'investissement (soit 1200 € par borne),
- > L'État, la région Bretagne et Morbihan énergies financent les 90 % restants,
- > Morbihan énergies, propriétaire de l'infrastructure, assure la gestion du service (le fonctionnement, la gestion et l'entretien...).



Bornes de recharge Rapide

- > 100 km en 20 min
- > Câbles attachés (Type 2, CCS, CHADEMO)
- > 7 bornes en 2014 - 4 prévues début 2016



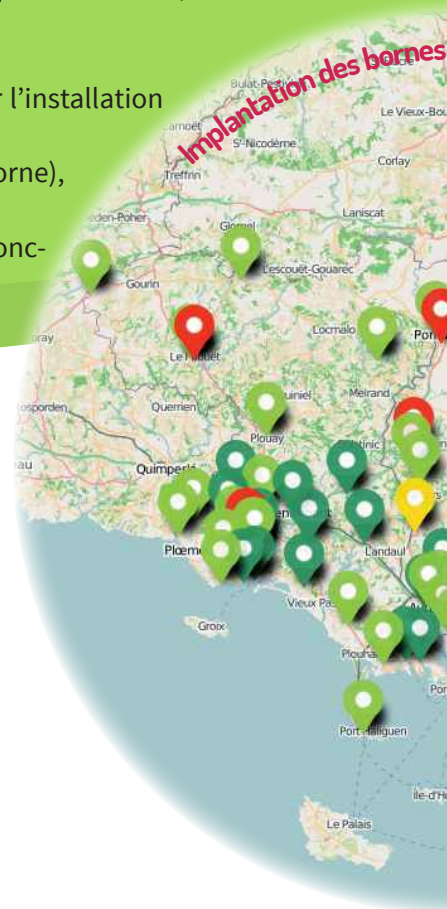
Bornes de recharge Semi Rapide

- > 100 km en 45 min
- > Câbles attachés (Type 2, CCS, CHADEMO)
- > 15 bornes prévues en 2016



Bornes de recharge Accélérée

- > 100 km en 45 min
- > 2 points de charges Type 2 et E/F
- > 38 bornes en 2015 - 150 prévues à l'été 2016



Le maillage de borne sera réalisé en trois niveaux pour pouvoir apporter un service universel sur l'ensemble du territoire. Ces éléments ont été définis dans les conventions avec l'Ademe (programme d'investissement d'avenir) et avec la région Bretagne.

En décembre 2015, l'entreprise SPIE a été retenue pour assurer l'exploitation, l'accessibilité, la monétique et la maintenance du parc de bornes déployées par Morbihan énergies. Les outils mis en place par le prestataire dans le cadre de ce marché permettront demain d'ouvrir le service de recharge aux usagers.

L'objectif recherché est de proposer des moyens d'accès simples et interopérables aux Morbihannais, mais aussi aux personnes en transit ayant besoin de compléter la recharge de leur véhicule. Cela passera par des badges abonnés, par smartphone ou bien via des cartes bancaires sans contact.



morbihan-energies.fr

Un site Internet entièrement dédié à la mobilité électrique dans le Morbihan

Les utilisateurs peuvent retrouver les informations pratiques et les détails de l'opération depuis notre site Internet.

Compatible smartphones et tablettes, on peut y accéder en flashant directement le code apposé sur chacune des bornes de recharge rapide.

Le conducteur peut ainsi y télécharger un guide pratique expliquant étape par étape comment charger son véhicule électrique.



Comment charger mon véhicule électrique ?

Lancer la charge...



Garez votre véhicule de préférence sur la place de gauche. Pensez à vous garer en marche avant si la trappe de recharge se situe à l'avant de l'automobile.



Mettez-vous face à la borne et utilisez l'écran interactif pour suivre les indications.



Utilisez les boutons placés à droite et à gauche de l'écran. Sélectionnez «Charger votre véhicule».



» Télécommunications : enfouissement coordonné des réseaux

» Déroulé de la procédure pour la mise en souterrain d'un réseau téléphonique

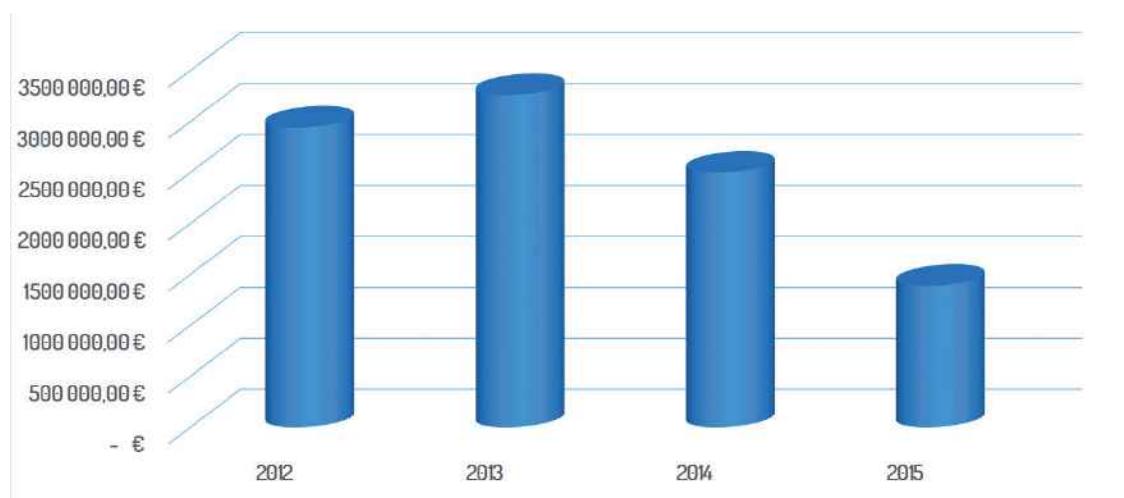
> **Étape 1** : Morbihan énergies demande à l'opérateur Orange un avant-projet sommaire sur la base de l'emprise décidée par la collectivité (l'opérateur s'engage à répondre sous 4 semaines).

> **Étape 2** : À partir des éléments fournis par Orange, Morbihan énergies avec les entreprises prestataires élabore le projet et le communique à l'opérateur pour validation (délai de réponse sous 15 jours).

> **Étape 3** : Suite à la validation du projet global d'enfouissement par la collectivité concernée, le bon de commande de travaux est délivré à l'entreprise qui se charge de faire le point avec les services d'Orange pour la livraison du matériel de génie civil (chambres de tirages, fourreaux, coudes...). L'opérateur s'engage alors à livrer le matériel sous 4 semaines. À l'issue, les travaux peuvent débuter.

> **Étape 4** : Une fois les travaux de génie civil terminés, pour clôturer son intervention et transférer le dossier à l'opérateur, Morbihan énergies signifie à Orange la demande de réception. L'opérateur dispose alors de 15 jours pour procéder aux opérations de réception du génie civil et déclencher le dossier de câblage qui relève exclusivement de sa maîtrise d'ouvrage. Pour les prestations de câblage et de dépose de ses supports, l'opérateur doit intervenir sous un délai maximum de 60 jours.

> **Étape 5** : Morbihan peut alors effectuer les déposes des appuis supportant les deux réseaux (électriques et téléphoniques).



» Opérations de génie civil d'enfouissements des réseaux téléphoniques engagées par Morbihan énergies en 2015

» Réseau téléphonique et extension électrique

Morbihan énergies rappelle dans chaque courrier adressé aux particuliers demandeurs d'une extension électrique en souterrain qu'ils se doivent de contacter directement les services d'Orange. Le contact peut se faire soit par téléphone au 0810 009 849 soit sur le site <http://assistance.orange.fr/> et cela, afin d'éviter deux tranchées successives voire même des poteaux électriques.

Lois & règlements



LOIS ET ORDONNANCES

Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions. La loi substitue à compter du 1^{er} janvier 2016 aux 22 régions métropolitaines existantes 13 régions constituées par l'addition de régions sans modification des départements qui les composent.

Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Troisième volet de la réforme des territoires après la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et la loi relative à la délimitation des régions, la loi NOTRE confie de nouvelles compétences aux régions et redéfinit les compétences attribuées à chaque collectivité territoriale. Fixation du seuil démographique de constitution des EPCI à fiscalité propre à 15 000 hab.

Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Cette loi entérine notamment un objectif de réduction de 40 % des émissions françaises de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990 et de 75 % d'ici à 2050 (« facteur 4 »). Elle prévoit également de réduire de moitié la consommation d'énergie finale de la France d'ici à 2050. Au-delà de ces objectifs, la loi prévoit un certain nombre de mesures dans des secteurs d'activités variés : la rénovation énergétique des bâtiments, le développement des transports propres, l'amélioration de la qualité de l'air, la lutte contre les gaspillages, les énergies renouvelables, les réseaux d'énergie...

Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. L'ordonnance transpose en droit français deux directives européennes du 26 février 2014 relatives aux marchés publics, dites « secteurs classiques » et « secteurs spéciaux ». Elle vise à favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés publics, à promouvoir l'achat responsable et à encadrer les anciens contrats de partenariat, qui deviennent des marchés de partenariat.

DÉCRETS ET ARRÊTÉS

Décret n° 2015-334 du 25 mars 2015

fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz. Le montant de la redevance due par le gestionnaire du réseau de distribution, au titre de l'occupation provisoire du domaine public communal ou départemental par les chantiers de travaux, est quant à lui limité à un dixième de la redevance due au titre de l'occupation permanente par les ouvrages des réseaux publics de distribution.

Décret n° 2015-1491 du 18 novembre 2015 relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas-carbone (SNBC). La SNBC pose les jalons pour réduire les émissions nationales de gaz à effet de serre (GES) et respecter les objectifs de réduction des GES de moyen (budgets carbone) et long terme. À l'horizon 2030, les émissions de gaz à effet de serre devront en effet avoir été réduites de 40 % par rapport à 1990 et de 75 % à l'horizon 2050.

Décret n° 2015-1524 du 25 novembre 2015 précisant le périmètre des prestations des sociétés de tiers-financement mentionnées au 8 de l'article L. 511-6 du code monétaire et financier. Ce décret précise les conditions dans lesquelles ces sociétés sont autorisées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) à exercer des activités de crédit.

Décret n° 2015-1615 du 10 décembre 2015 relatif au label « Transition énergétique et écologique pour le climat ». Ce décret crée le label « Transition énergétique et écologique pour le climat » ainsi que le comité du label placé auprès du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Il fixe les modalités d'élaboration, de révision et d'homologation du référentiel qui détermine les critères auxquels doivent répondre les fonds d'investissement pour bénéficier de ce label.

Décret n° 2015-1728 du 22 décembre 2015 relatif aux modalités d'application des taxes locales sur la consommation finale d'électricité. Il organise

la publication des tarifs actualisés des taxes communale et départementale sur la consommation finale d'électricité sur un site Internet du ministère chargé du budget avant le 1^{er} avril de chaque année pour une entrée en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivante. Le code général des collectivités territoriales (articles R. 2333-6 et R. 3333-1-6) est modifié en ce sens.

Arrêté du 20 mars 2015 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie. Cet arrêté présente 20 nouvelles fiches d'opérations standardisées venant s'ajouter aux 89 fiches parues en décembre 2014.

Arrêté du 22 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie. Dans le cadre de la mise en œuvre de la troisième période d'obligations d'économies d'énergie (1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017), le présent arrêté prévoit 12 fiches d'opérations standardisées supplémentaires applicables aux opérations engagées à partir du 1^{er} janvier 2015 et à toutes les opérations standardisées d'économie d'énergie faisant l'objet selon le cas d'une demande de certificats d'économie d'énergie à partir du 1^{er} janvier 2016 ou du 1^{er} janvier 2017.

AUTRES

Délibération de la CRE du 8 juillet 2015 portant approbation du barème d'ERDF pour la facturation des opérations de raccordement des utilisateurs aux réseaux publics de distribution d'électricité qui lui sont concédés. Ce nouveau barème entre en vigueur le 8 octobre 2015.

COP 21 : un accord universel pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. En décembre 2015, l'accord de Paris a été conclu par 196 Parties (195 pays et l'Union européenne) ayant pour ambition commune de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de manière à limiter le réchauffement climatique « nettement en dessous » de 2°C d'ici à 2100 par rapport aux températures préindustrielles et de poursuivre les efforts en vue de contenir ce réchauffement aux alentours de 1,5°C.



Actes administratifs

COMITÉ DU 26 JANVIER 2015

Vote du Budget Primitif 2015

BUREAU DU 20 MAI 2015

* Maintenance Éclairage Public – Actualisation du bordereau de facturation des prestations aux communes

COMITÉ DU 4 JUIN 2015

- * Approbation du Compte de gestion 2014
- * Vote du Compte Administratif 2014
- * Affectation du résultat du Compte Administratif 2014 et BS 2015-1
- * Plan industriel Réseaux Électriques Intelligents
- * Vente de transformateurs à ERDF
- * Convention avec le Centre de Gestion pour la mission d'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI)
- * Collaboration avec le Centre de Gestion du Morbihan pour la médecine professionnelle et préventive
- * Personnel – Mise à jour du Tableau des effectifs et du régime indemnitaire
- * Service public borne de recharge pour véhicules électriques
- * Approbation du document unique d'évaluation des risques professionnels
- * Mise en place d'un programme exceptionnel de rénovation du parc éclairage public
- * Mise à jour du règlement financier simplifié du Syndicat

BUREAU DU 8 SEPTEMBRE 2015

* Revalorisation et signature de la convention de mise à disposition titres tickets restaurant

COMITÉ DU 24 SEPTEMBRE 2015

- * Taxe Communale sur les Consommations Finales d'Électricité (TCCFE) – actualisation du coefficient multiplicateur pour 2016
- * Infrastructures de recharge des véhicules électriques – Création d'un service public administratif assujéti à la TVA et vote du budget annexe 2015
- * Finances – Budget 2015 – Décision Modificative n° 2015-01
- * Finances – Budget Électromobilité – IRVE – Durée d'amortissement des immobilisations
- * Délégation de service public – Compte rendu d'activité 2014 des concessionnaires ERDF – EDF
- * Activités 2014 : Présentation du Rapport d'activité 2014 du Syndicat
- * Énergies – Approbation du Plan Climat Air Énergies Territoire (PCAET) de Morbihan Énergies
- * Création d'une commission consultative paritaire entre Morbihan Énergies et les EPCI à fiscalité propre du département
- * Électromobilité – bornes de recharge de véhicules électriques
- * Énergies – étude sur le potentiel hydrolien dans le Golfe du Morbihan
- * Pôle Énergie Bretagne – modification convention constitutive – étude sur évolution PEBreizh
- * Délégations au Président – Modification de la délibération n° 2014-006 du 27 mai 2014 en application des dispositions de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

COMITÉ DU 7 DÉCEMBRE 2015

- * Finances – Dépenses d'investissement 2016 – autorisation de paiement
- * Finances – Budget annexe électromobilité – Refacturation des charges générales sur le budget annexe + Décision Modificative n° 2015-1
- * Finances – Budget Principal 2015 – Décision Modificative n° 2015-02
- * Débat d'Orientation Budgétaire 2016
- * Éclairage public – innovation – développement de nouveaux usages du réseau d'éclairage public
- * IRVE – Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques – constitution d'un groupe de travail
- * Règlement financier du Syndicat – actualisation du barème des contributions financières
- * Personnel – Mise à jour du Tableau des effectifs et du régime indemnitaire
- * Action sociale – adhésion à Cezam Morbihan

Glossaire



B

BT : Basse tension électrique.

C

CUMAC : Cumulé actualisé. kWh cumac unité quantifiant les certificats d'économie d'énergie.

CGCT : Code général des collectivités territoriales, il regroupe les dispositions législatives et réglementaires relatives au droit des collectivités territoriales.

CRAC : Compte rendu d'activité du concessionnaire.

CU/AU : Certificat d'urbanisme/ Autorisation d'urbanisme.

D

DDTM : Direction départementale des territoires et de la mer.

DSP : Délégation de service public.

E

EFFACEMENTS : Travaux de mise en souterrain réalisés à la demande des communes.

EPCI : Établissement public de coopération intercommunale.

EXTENSION : Création d'un réseau neuf destiné à distribuer de l'énergie.

F

FACÉ : Fonds d'amortissement des charges d'électrification. Les ressources de ce fonds collectées par le distributeur proviennent de prélèvements sur les recettes des ventes d'électricité basse tension.

FNCCR : Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

G

GDO : Gestion Des Ouvrages.

H

HTA : Haute tension A (ou moyenne tension).

HTB : Haute tension B.

K

kW : Kilowatt. Unité de puissance valant 1000 watts.

kWh : Kilowatt-heure. C'est l'unité de mesure d'énergie correspondant à l'énergie consommée par un appareil de 1000 watts (1 kW) de puissance pendant une durée d'une heure.

M

MAÎTRE D'ŒUVRE : Personne physique ou morale chargée de la conception et du suivi de la réalisation d'un ouvrage, pour le compte d'un maître d'ouvrage.

MAÎTRE D'OUVRAGE : Personne physique ou morale pour le compte de laquelle une construction est réalisée.

N

NOMÉ : Nouvelle organisation du marché de l'électricité. Loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010.

P

PCB : Polychlorobiphényle.

POPE : Loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique. Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 consolidée le 23 janvier 2008.

R

REDEVANCE R2 : Redevance contractuelle fixée par le cahier des charges de la concession et versée par ERDF au SDEM en fonction des travaux que le Syndicat réalise sur le réseau.

REINFORCEMENTS : Travaux de remplacement du réseau destinés à assurer le maintien de la qualité de distribution d'électricité.

S

SÉCURISATION : Remplacement des réseaux BT en fils nus par un câble torsadé ou souterrain.

SIG : Système d'information géographique.

SMART METER : Compteur intelligent en français. Compteur énergétique capable de suivre en détail, et souvent en temps réel, la consommation électrique d'un bâtiment, d'une entreprise ou d'un foyer.

T

TCFE : Taxe sur les consommations finales d'électricité.

TIC : Technologies de l'information et de la communication.

TPN : Tarif de première nécessité. Aide pour les consommateurs d'électricité en difficulté.

TURPE : Tarif d'Utilisation du Réseau Public d'Électricité.



un syndicat
au service
des territoires

Établissement public de coopération intercommunale, le Syndicat Morbihan énergies regroupe les 261 communes du département. En leur nom, il contrôle et organise la fourniture et la distribution d'électricité dont l'exploitation a été confiée à ERDF.

Au service des communes, Morbihan énergies assure à leur demande des missions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre sur l'ensemble du département dans des domaines variés. Il conduit ainsi des travaux d'extension, de renforcement, d'effacement et de sécurisation sur le réseau électrique.

Mais il réalise aussi en éclairage public des travaux d'investissement, de rénovation ou des opérations de diagnostic et de maintenance. En la matière, il est maître d'ouvrage délégué de 255 communes du département.

Le Syndicat est également un acteur du déploiement des bornes de recharge pour les véhicules électriques et de la fibre optique en Morbihan. Il intervient enfin dans le domaine des énergies renouvelables (maîtrise, production, développement) du gaz et des réseaux de chaleur.

Mentions légales :
Directeur de la publication : Jo Brohan - Co-directeur de la publication : Marc Aubry
Rédaction - conception - crédit photos : services Morbihan énergies - Édition : septembre 2016
Impression : Golf'imprim - PA de Laroisau - 24 rue Anita Conti - 56000 Vannes
Papier 100 % recyclé certifié FSC - Encres végétales - Label Imprim'vert

Morbihan énergies

27 rue de Luscanen - CS 32610 - 56010 VANNES CEDEX

Tél : 02 97 62 07 50 - Fax : 02 97 63 68 14 - Mél : contact@sdem.fr

morbihan-energies.fr

